



Veille

CENTRE D'ÉTUDES
ET DE PROSPECTIVE



Juillet 2018

Bonjour,

Veillez trouver ci-dessous la nouvelle sélection du blog de veille du Centre d'études et de prospective du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (<http://veillecep.fr/>).

NB : La veille éditoriale du CEP est une activité de sélection d'informations extérieures au ministère, réalisée à partir de nombreuses sources de différentes natures (médias, institutions nationales et internationales, think tanks, instituts de recherche, etc.). Il ne s'agit pas de productions du ministère et les informations sélectionnées ne présentent pas la position officielle de celui-ci.

Julia Gassie

Chargée de mission Veille et Alimentation
Centre d'études et de prospective

Sommaire

PAC.....	2
CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	3
CHINE.....	6
PRIX ET MARGES.....	9
PÊCHE.....	10
BREXIT.....	11
AGRO-ÉCOLOGIE – AGRICULTURE.....	13
ALIMENTATION.....	14
COLLOQUE.....	16
BRÈVES.....	17
ÉVÉNEMENTS À VENIR.....	23

Axer la PAC sur les services d'intérêt général : rapport du WBAE allemand

Le 4 juin 2018, le Conseil scientifique pour la politique agricole et l'alimentation (WBAE) allemand a présenté à la ministre J. Klöckner un [rapport](#) conséquent, daté d'avril 2018 et intitulé *Pour une PAC axée sur l'intérêt général après 2020 : questions fondamentales et recommandations*. Organe consultatif indépendant composé de 19 scientifiques, en majorité économistes, et placé auprès du ministère fédéral de l'agriculture, le WBAE est connu pour ses prises de position iconoclastes, ayant en général peu d'effet, en tout cas à court terme, sur la politique agricole allemande. Mais il soulève dans ses rapports des sujets d'actualité et alimente, tout en le renouvelant, le débat national. Certaines de ses propositions se retrouvent d'ailleurs dans celles de la Commission européenne présentées trois jours plus tôt.

Pour promouvoir les fonctions sociétales de l'agriculture, le WBAE estime que le cadre politique doit être conçu de telle sorte que les décisions entrepreneuriales des agriculteurs servent en même temps l'intérêt général. De ce point de vue, la PAC joue un rôle déterminant mais elle ne serait pas aujourd'hui à la hauteur des enjeux agricoles et ruraux. Nombre d'objectifs allemands et européens, dans le domaine de l'environnement en particulier, ne sont pas atteints.

Le WBAE appelle donc à une focalisation systématique de la politique agricole sur l'intérêt général, avec au préalable la nécessité de dépasser la priorité accordée jusqu'à présent au soutien du revenu agricole (73 % du budget de la PAC).

Les recommandations du Conseil s'organisent en 9 axes et 37 actions, les principales étant de :

- réviser les objectifs de la PAC et s'y tenir, revoir son architecture en s'affranchissant des fonds FEAGA et FEADER, décentraliser son application en accordant plus de responsabilités aux États membres sur la programmation ;
- réduire la charge administrative en codifiant les textes de mise en œuvre européens, dont le volume doit être réduit ; exiger des États membres non plus la conformité à la règle mais l'atteinte des objectifs ;
- supprimer à horizon de 10 ans les aides directes, en ne les conservant que dans les régions où les services rendus à la société seraient menacés. Dans la période transitoire, faire peser toutes les réductions budgétaires sur le premier pilier, augmenter le transfert vers le second pilier, imposer un cofinancement, limiter strictement les aides couplées, abandonner tout plafonnement, dégressivité, paiement redistributif ou en faveur des jeunes agriculteurs ;
- comprendre la gestion des risques comme une responsabilité des agriculteurs et ne plus considérer les paiements directs comme une aide à cette gestion.

S'agissant de la période de programmation actuelle (jusqu'en 2020), le WBAE suggère de transférer plus de fonds vers le deuxième pilier, d'introduire des paiements couplés de manière encadrée, tout en concentrant le programme fédéral pour les structures agricoles sur les mesures d'intérêt général et en l'élargissant au bien-être animal.

Arnaud Brizay, Conseiller pour les Affaires agricoles, Ambassade de France à Berlin

Source : Bundesministerium für Ernährung und Landwirtschaft

<https://www.bmel.de/SharedDocs/Downloads/EN/Ministry/AgriculturalPolicyafter2020.html>

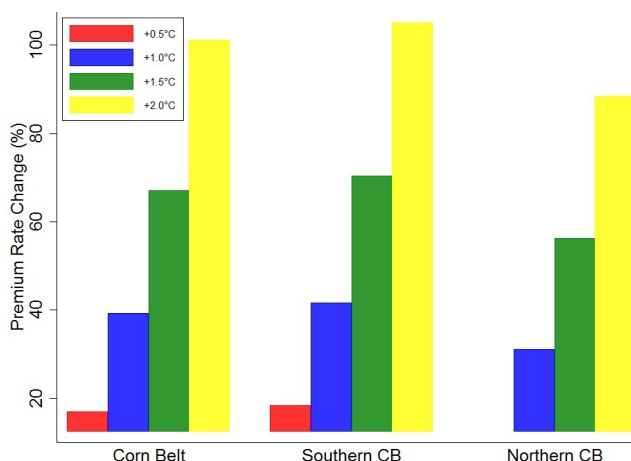
CHANGEMENT CLIMATIQUE

Changement climatique et renchérissement du coût des subventions aux assurances agricoles états-uniennes

Partant du constat que l'impact du changement climatique sur le coût du subventionnement des primes d'assurances agricoles n'a pas été étudié par les économistes, une équipe de chercheurs de trois universités des États-Unis a modélisé les évolutions et la variabilité des rendements, des primes d'assurance et de leurs subventions publiques, selon différents scénarios de réchauffement global. Ils se sont intéressés à la principale assurance du maïs, première bénéficiaire des soutiens fédéraux, tout en précisant que de nombreuses autres cultures pourraient suivre les mêmes tendances. Leurs travaux, publiés dans le journal *Agricultural Economics*, mettent en évidence un accroissement important des variabilités interannuelles de rendements ainsi que des dépenses publiques.

Pour 354 *counties* producteurs de maïs, et à partir de données climatiques et agronomiques remontant aux années 1960, les chercheurs ont utilisé différents modèles de régression afin de prendre en compte les effets de prix, les changements technologiques, les conditions locales des cultures et quatre scénarios de changement climatique. Afin de se prémunir des incertitudes statistiques propres à cette analyse aux multiples dimensions, un paramètre a été intégré aux calculs pour ré-échantillonner et construire un intervalle de confiance de 95 %.

Estimations de l'évolution des primes d'assurance selon quatre scénarios climatiques (assurance du maïs, 90 % de couverture, évolution en %, pour a) la zone de production principale - *Corn Belt*, b) le Sud et c) le Nord de cette zone)



Source : *Agricultural Economics*

En cas de réchauffement global de 1°C, un accroissement sensible de la variabilité des rendements a été mis en évidence. Les primes d'assurance augmenteraient alors de 22 à 61 %, ce qui peut représenter, pour la moyenne de 39 %, 1,5 milliard de dollars annuels de dépenses supplémentaires pour le contribuable américain. Si le réchauffement devait atteindre 2°C, la politique coûterait près de 4 milliards en plus à l'État. Selon les auteurs, leurs travaux méritent d'être améliorés en prenant mieux en considération les stratégies d'adaptation possibles des agriculteurs, mais ils représentent une base intéressante pour étudier les politiques de soutien aux assurances et adapter ces dernières aux risques climatiques futurs.

Alexis Grandjean, Centre d'études et de prospective

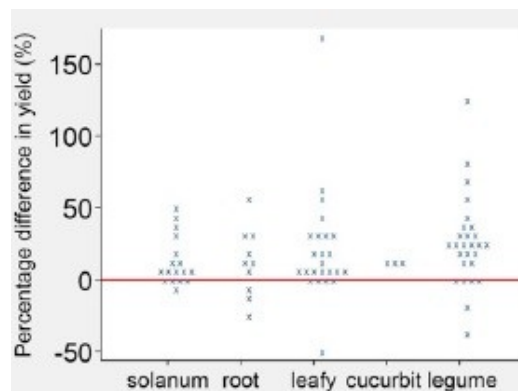
Source : *Agricultural Economics*

<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/pdf/10.1111/agec.12448>

L'impact des changements globaux sur les rendements et la qualité nutritionnelle des légumes

Le changement climatique, la dégradation des terres, la raréfaction de l'eau et la perte de biodiversité constituent des défis majeurs pour l'agriculture mondiale et la sécurité alimentaire. Si de nombreuses études ont été réalisées sur l'impact de ces changements sur les grandes cultures, aucune analyse globale n'avait encore été menée sur le secteur des légumes. Dans un [article](#) publié dans la revue *PNAS*, en juin, des chercheurs s'intéressent à cette question, et en particulier à l'effet de certains de ces changements sur les rendements et la qualité nutritionnelle des productions légumières.

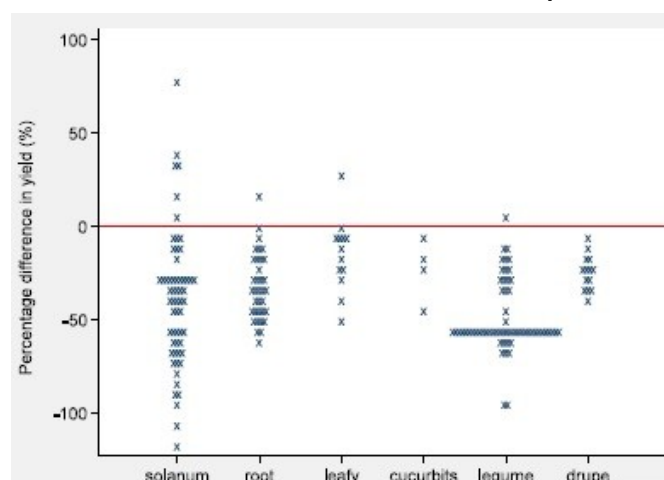
Données disponibles sur les variations de rendements de légumes suite à une augmentation des concentrations de CO₂ de 250 ppm



Source : PNAS

Pour ce faire, les auteurs ont réalisé une revue de littérature systématique, sur la base de 148 articles rapportant 8 103 expériences. Ils ont étudié l'impact de cinq types de changements : une augmentation de la température de 4°C, de la concentration atmosphérique de CO₂ de 250 ppm (figure-ci dessus), de la concentration troposphérique d'ozone de 25 %, de la salinité de l'eau d'irrigation de 25 % et une diminution de 50 % de la quantité d'eau disponible (figure ci-dessous). Lorsque les données étaient suffisantes, une méta-analyse statistique a été menée pour évaluer l'effet propre de chacun de ces types de changement. De plus, différentes cultures légumières ont été analysées : les solanacées (ex. tomate, poivron, aubergine), les tubercules, les légumes à feuilles vertes, les courges et les légumineuses.

Données disponibles sur les variations de rendements de légumes suite à une diminution de 50 % de l'eau disponible



Source : PNAS

Les résultats montrent que l'augmentation des températures, de la concentration d'ozone, de la salinité et la raréfaction de l'eau pour l'irrigation ont un impact négatif sur les rendements de légumes (de -31,5 %, -8,9 %, -2,3 % et -34,7 % respectivement). L'augmentation de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère, quant à elle, accroît les rendements de 22 % en moyenne. Cependant, cet effet pourrait être atténué en présence d'autres changements globaux. Les résultats concernant la qualité nutritionnelle sont plus mitigés et varient fortement selon les types de légumes et les molécules étudiées (ex. vitamine C, antioxydants, flavonoïdes). Ces conclusions, combinées à celles d'autres articles publiés récemment (notamment sur la production de [maïs](#) et de [blé](#)), confirment que les changements globaux à venir pourront avoir de graves conséquences pour la sécurité alimentaire.

Estelle Midler, Centre d'études et de prospective

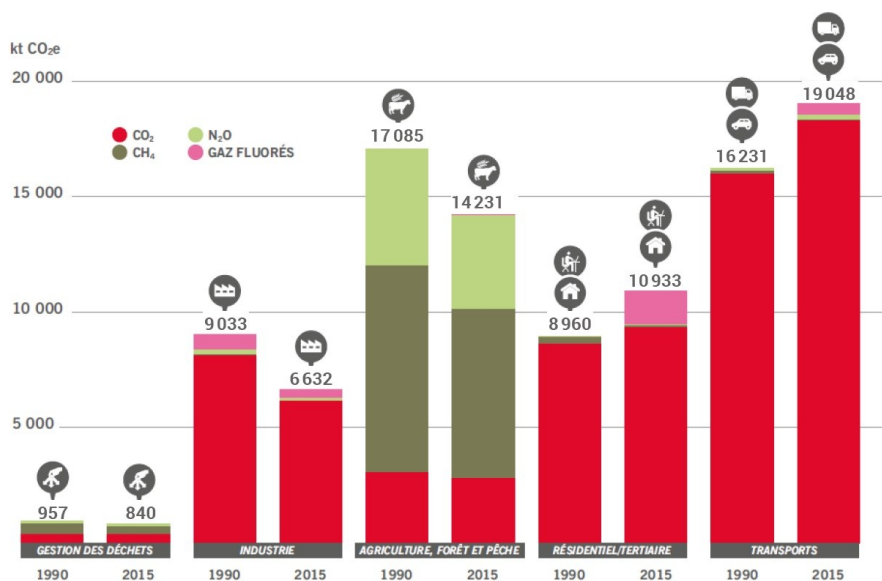
Source : PNAS

<http://www.pnas.org/content/early/2018/06/05/1800442115?collection>

Anticiper les changements climatiques en Nouvelle-Aquitaine pour agir dans les territoires

Cinq ans après un [premier rapport](#), le comité scientifique régional AcclimaTerra vient de publier une nouvelle édition. Sous la direction d'H. Le Treut, cette deuxième livraison est le fruit de la mobilisation d'environ 240 chercheurs. Elle intègre le périmètre élargi de la Nouvelle-Aquitaine et de nouvelles thématiques et disciplines (dont les sciences humaines). Face à la complexité des questions climatiques et de la transition environnementale, la région représente un espace d'action, de réflexion, de débat et d'éducation citoyenne, l'adaptation devant se concevoir avant tout à l'échelle des territoires. S'adressant à l'ensemble des acteurs concernés (élus, citoyens, etc.), les auteurs veulent accompagner cette démarche (défi de l'interface entre diagnostic scientifique et « complexité du fait social ») et fournissent des informations pour aider à la prise de décision. Une lecture à plusieurs niveaux est ainsi proposée (ouvrage, synthèse, infographies, compléments disponibles [en ligne](#), etc.).

Évolution des émissions de gaz à effet de serre par secteur et par gaz, entre 1990 et 2015

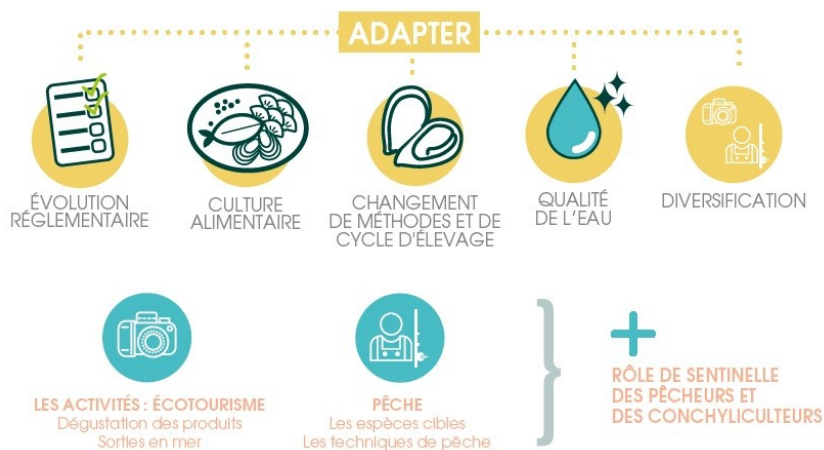


Source : Agence Régionale d'Évaluation environnement et Climat en Nouvelle-Aquitaine (AREC).

Source : AcclimaTerra

Après un rappel des données clés de la région la plus vaste de France (5,9 millions d'habitants, 84 % du territoire occupés par l'agriculture et la forêt, etc.), quinze chapitres présentent des analyses détaillées sur des thématiques variées : dépendance entre climat local et climat global, approches historique et juridique, santé environnementale, milieux naturels, territoires urbains, massifs montagneux, etc. La ressource en eau, l'agriculture, la forêt, la pêche et la conchyliculture font ainsi l'objet de développements intéressants.

Extrait (volet « adaptation ») de l'infographie synthétisant le chapitre consacré à la pêche et à la conchyliculture



Source : AcclimaTerra

De la conclusion, il ressort que tous les territoires de la Nouvelle-Aquitaine sont, à des degrés divers, vulnérables au changement climatique, ce qui appelle, pour les auteurs, des actions différenciées tenant compte des inégalités. Ils soulignent également des besoins de travaux scientifiques, par exemple pour mieux établir les risques et estimer la vulnérabilité des territoires. Ils identifient par ailleurs des actions nécessaires dans divers domaines (ressource en eau, forêt, montagne, zones humides, pêche, conchyliculture, etc.). Ils insistent aussi sur l'urgence à agir en matière agricole, en mettant à profit les débats actuels, entre autres sur les produits phytosanitaires : repenser les systèmes de production en tenant compte de la durabilité économique et de la diversité des exploitations, ainsi que des changements d'habitudes alimentaires.

Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Source : AcclimaTerra

<http://www.acclimaterra.fr/rapport-page-menu/>

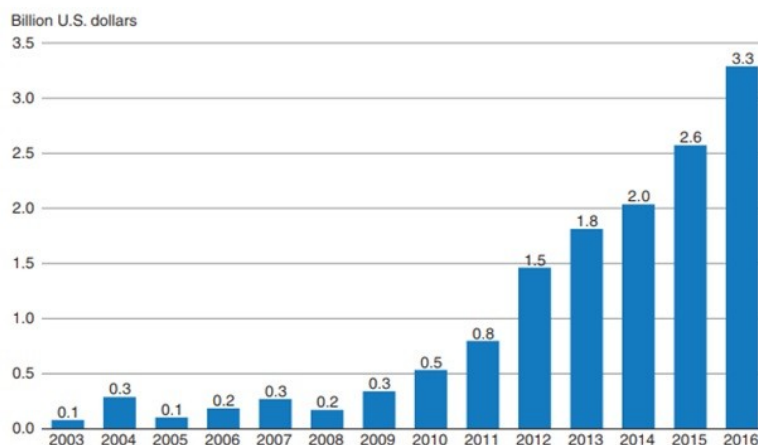
CHINE

Un état des lieux des investissements chinois à l'étranger dans le secteur agricole

Dans un rapport publié par l'USDA, deux économistes dressent un état des lieux des investissements directs à l'étranger (IDE) agricoles et agroalimentaires chinois. Ils mobilisent pour cela de nombreuses informations disponibles sur le sujet (littérature grise et académique, données statistiques, etc.), en anglais et chinois.

En 2016, 1 300 entreprises chinoises détenaient des actifs à l'étranger dans les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de la pêche. Bien que ces investissements soient répartis dans plus d'une centaine de pays, ils se concentrent surtout dans ceux situés au voisinage immédiat de la Chine (pays du Sud-Est asiatique, Extrême-Orient russe), ainsi qu'en Afrique où ils sont généralement bien accueillis par les gouvernements. D'un montant total estimé à 3,3 milliards de dollars en 2016, pour le seul secteur de la production agricole, ce chiffre atteint 26 milliards si l'on considère l'ensemble de la filière (agro-fourriture, transformation agroalimentaire, négoce, etc.).

Évolution du montant des investissements chinois à l'étranger dans le secteur agricole



Source : USDA

Ces investissements sont principalement le fait d'acteurs privés à la recherche d'un profit. Toutefois, ils sont largement encouragés par l'État chinois, qui y voit le moyen de sécuriser les approvisionnements alimentaires du pays, d'accroître son influence politique et de mobiliser les réserves de devises étrangères que son excédent commercial lui a permis d'accumuler. L'État fournit ainsi aux investisseurs privés un appui technique, juridique et financier non négligeable.

Bien que le montant total des IDE chinois dans le secteur agricole soit en augmentation rapide depuis 2009, les auteurs relativisent l'ampleur du phénomène. Plusieurs études ont ainsi montré que les investissements effectivement réalisés sont souvent de moindre ampleur que ce qui a été initialement annoncé, et nombre de projets avortent car ils se révèlent non rentables.

Pour terminer, les auteurs mettent en évidence une évolution dans ces stratégies d'investissement. Alors qu'au début des années 2010 l'acquisition de foncier agricole était privilégiée, l'échec de plusieurs projets de ce type aurait, selon eux, incité les investisseurs chinois à se tourner vers les fusions-acquisitions d'entreprises de l'agro-business, placements considérés comme moins sensibles politiquement.

Mickaël Hugonnet, Centre d'études et de prospective

Source : USDA

<https://www.ers.usda.gov/amber-waves/2018/april/china-s-agricultural-investment-abroad-is-rising/>

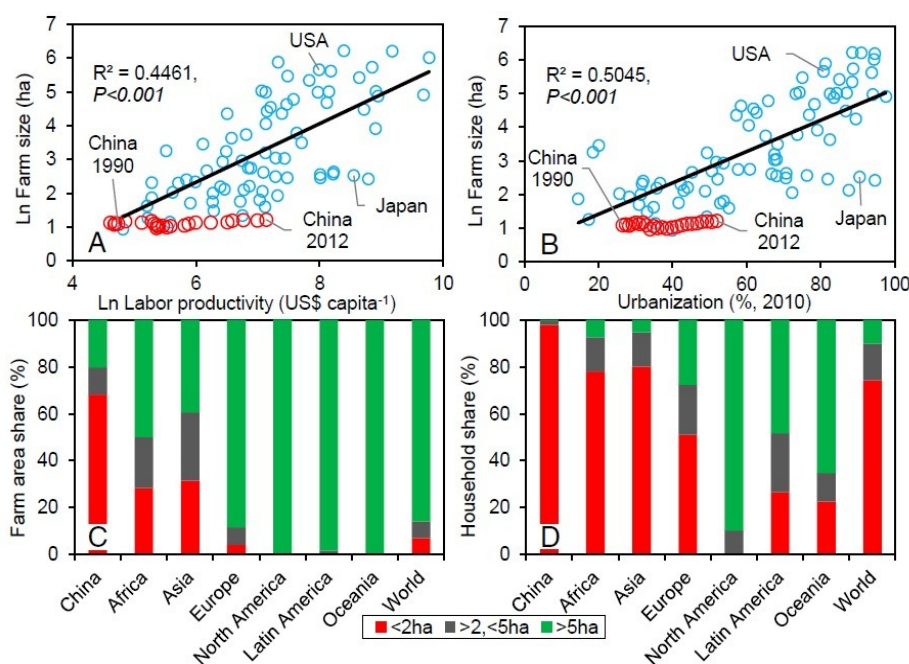
Les politiques structurelles chinoises aggravent la sur-utilisation d'engrais et de pesticides

Publiée dans la revue *PNAS*, utilisant des données d'enquêtes nationales et de la FAO, une étude récente explicite le lien entre structures agricoles et consommation sous-optimale des moyens de production, produits chimiques et travail, en Chine, où 98 % des exploitations familiales ont une superficie inférieure à 2 ha. Avec le *Household contract responsibility system* (HCRS),

l'État propriétaire des terres les alloue à environ 200 millions de ménages ruraux, avec des possibilités restreintes de transfert. En moyenne, les ménages agricoles exploitent 0,5 ha, réparti en cinq parcelles de qualités agronomiques différentes, pour assurer une distribution équitable des terres. De plus, le système du *hukou* limite la migration des ménages ruraux vers les villes : ceux qui le font sans autorisation ne bénéficient généralement ni de la couverture santé ni d'un égal accès au marché du travail. Ces travailleurs ruraux, maintenus en marge de la société urbaine, sont évalués à 260 millions.

Sous l'effet combiné des deux dispositifs, les surfaces et la productivité du travail ont stagné en moyenne au cours des 20 dernières années, contrairement aux évolutions enregistrées dans la plupart des pays, développés ou non. Ce manque d'ajustement structurel a conduit les agriculteurs à adopter des stratégies de sur-consommation d'intrants, de 4 à 7 fois supérieure pour les engrais et pesticides, afin d'accroître leurs revenus. L'impossible mobilité intersectorielle a également maintenu dans l'activité des exploitants peu qualifiés et peu performants.

Dispersion des tailles d'exploitation selon les pays, les années et différents paramètres (productivité du travail - A, taux d'urbanisation - B, surface agricole - C, nombre de ménages - D)



Source : PNAS

Les auteurs quantifient ensuite les conséquences de plusieurs scénarios : *i*) libéraliser la migration en zone urbaine d'agriculteurs qui loueraient alors leurs terres, *ii*) accroître la taille moyenne des exploitations en modifiant le HCRS, *iii*) faciliter la concentration des terres en les transférant des plus petites aux plus grandes structures. Les tailles moyennes seraient respectivement portées à 3,3, 4,1 et 6,1 ha, avec des impacts favorables sur les revenus des exploitants et des migrants, des baisses importantes de consommation d'intrants (de 30 à 50 %), pour un effet quasi-nul sur la production. Pour les auteurs, réformer la politique foncière en Chine permettrait donc de soutenir les mesures prises pour réduire les impacts de l'agriculture sur l'environnement.

Muriel Mahé, Centre d'études et de prospective

Source : PNAS

<http://www.pnas.org/content/pnas/early/2018/06/12/1806645115.full.pdf>

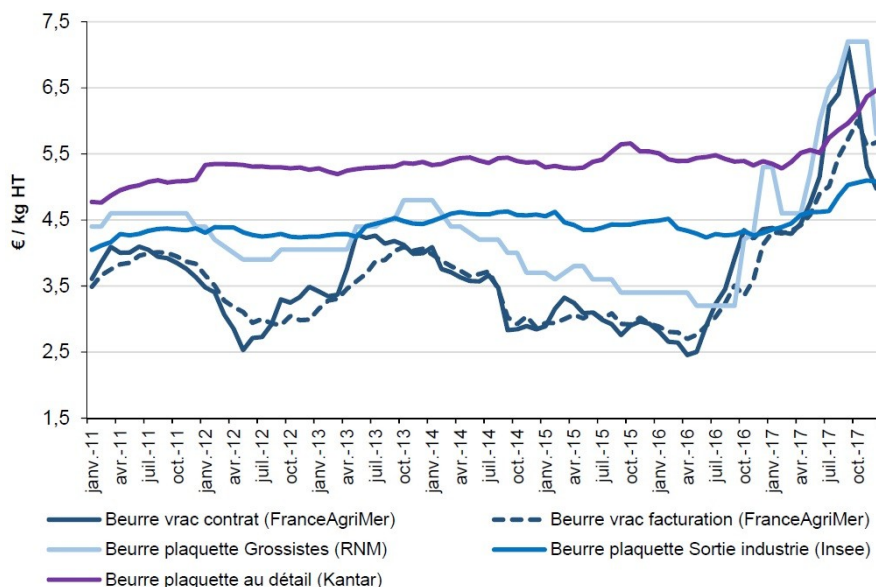
PRIX ET MARGES

Nouveau rapport de l'Observatoire de la formation des prix et des marges

L'[Observatoire de la formation des prix et des marges](#) (OFPM) a publié fin juin son rapport annuel au Parlement. Mis à jour avec les données de prix les plus récentes, il dresse un état des lieux complet des prix agricoles et alimentaires et de leur transmission entre les différents maillons des filières. À partir de l'objectif initial de retracer évolutions et transmissions de ces prix, il analyse chacun de ces maillons, depuis les coûts de production au sein des exploitations agricoles jusqu'aux comptes de la distribution, et jusqu'à l'analyse macroéconomique des dépenses alimentaires des Français (voir à ce sujet un [précédent billet](#) sur ce blog).

Quelques mois après les États généraux de l'alimentation (EGA), auxquels les travaux de l'OFPM ont contribué, ce rapport constitue un élément important dans la compréhension et la présentation des mécanismes complexes à l'œuvre dans la formation des prix. Ainsi, l'analyse des prix des produits laitiers illustre parfaitement les imbrications entre les multiples produits issus du lait et entre les différents marchés, nationaux ou mondiaux. Par exemple, l'évolution du prix du beurre, aux différents stades (graphique ci-dessous), permet de mieux comprendre les difficultés qu'a rencontrées ce marché fin 2017, à partir de l'envolée des cours mondiaux, jusqu'à la « pénurie » dans les rayons.

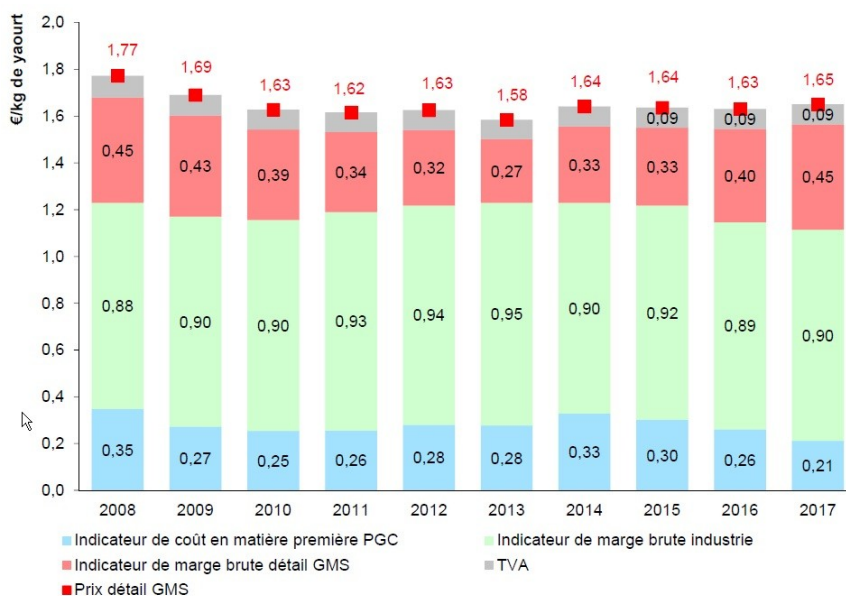
Comparaison de l'évolution du prix du beurre aux différents stades de la filière, de 2011 à 2017



Source : OFPM

Cette augmentation des cours du beurre se répercute sur les autres produits, notamment les yaourts : une valorisation accrue de la matière grasse, coproduit de la fabrication des yaourts (partiellement écrémés), engendre une baisse du coût de leur matière première (figure ci-dessous), et de leurs prix de gros, finalement non transmise aux consommateurs sur l'année 2017.

Composition du prix moyen annuel au détail en GMS du yaourt nature « moyen », de 2008 à 2017



Source : OFPM

Avec ce nouveau rapport, l'OFPM a construit, pour certaines des filières, un historique de dix années d'analyse, particulièrement riche, et qui confère tout leur sens aux indicateurs élaborés.

Jean-Noël Depeyrot, Centre d'études et de prospective

Source : Observatoire de la formation des prix et des marges

https://observatoire-prixmarges.franceagrimer.fr/Lists/Liste%20Rapports%20au%20Parlement%20et%20Lettres/Attachments/26/Rapport_V09.pdf

PÊCHE

Prospective de la pêche maritime française à l'horizon 2035

[FranceAgriMer](#) a publié récemment les deux tomes d'une prospective sur la filière française de la pêche maritime à l'horizon 2035. Elle a été réalisée à la demande de [France Filière Pêche](#) (FFP), association interprofessionnelle regroupant producteurs, mareyeurs, grossistes, transformateurs, grande distribution et poissonniers détaillants. Son objectif était « d'élaborer des scénarios (...) qui puissent servir aux décideurs de la filière, en vue de l'élaboration de stratégies gagnantes ». L'étude a mobilisé 24 personnes sur 2 ans (professionnels, chercheurs et administration). La méthode choisie, [SYSPAHMM](#) (voir à ce sujet un [précédent billet](#) sur ce blog), a consisté à faire émerger du groupe une représentation commune du système, puis à identifier les variables susceptibles de l'influencer et à en dégager des hypothèses d'évolution. Celles-ci, au nombre de 100, ont été combinées, en tenant compte de leurs relations de dépendance, pour construire quatre grands scénarios de la filière en 2035 :

- « La filière pêche serre les rangs », caractérisé notamment par une pêche sous pression des ONG, une généralisation des quotas transférables, une rationalisation des outils de production et de la logistique, et des stratégies de mutualisation.

- « La filière pêche se casse en deux », avec une ressource reconstituée mais peu

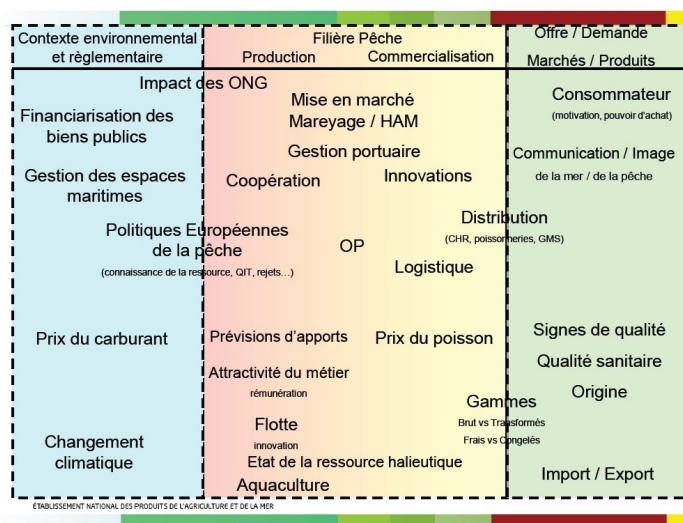
exploitable en raison du changement climatique, une flotte vieillissante et des entreprises se tournant vers les fermes marines, aux normes environnementales validées par les ONG.

- « La filière pêche sauve les meubles », avec un maintien des quotas européens, un renforcement de la coopération amont-aval et des mutualisations, un développement des technologies de l'information et de la communication, une restructuration des ports et une offre accessible adaptée à la demande.

- « Une filière pêche du chacun pour soi », avec une intensification des effets négatifs du changement climatique, une désorganisation de la production, un aval en compétition pour l'approvisionnement, et des labels orientés « sanitaires » face à des consommateurs défiants.

Sur cette base, une démarche stratégique a été amorcée par FFP et FranceAgriMer et les Conseils régionaux, avec 6 réunions régionales ayant permis d'identifier des leviers d'action, et le lancement d'un certain nombre de chantiers dont la filière pourrait se saisir.

Familles de variables utilisées dans les scénarios



Source : FranceAgriMer

Julien Hardelin, Centre d'études et de prospective

Source : FranceAgriMer

<http://www.franceagrimer.fr/content/download/56530/547474/file/ENTIER-prosp%20p%C3%A4che%20Tome%201-V2.pdf>

http://www.franceagrimer.fr/content/download/56531/547484/file/A4_prospective%20fili%C3%A8re%20fran%C3%A7aise%20de%20la%20peche%20maritime%20tome%202_v6.pdf

<http://www.franceagrimer.fr/content/download/55268/534061/file/N%C2%B0%2005-Synth%C3%A8se%20p%C3%A4che.pdf>

BREXIT

Impacts du Brexit sur les échanges entre l'Irlande et le Royaume-Uni : estimer les effets des barrières non-tarifaires au commerce

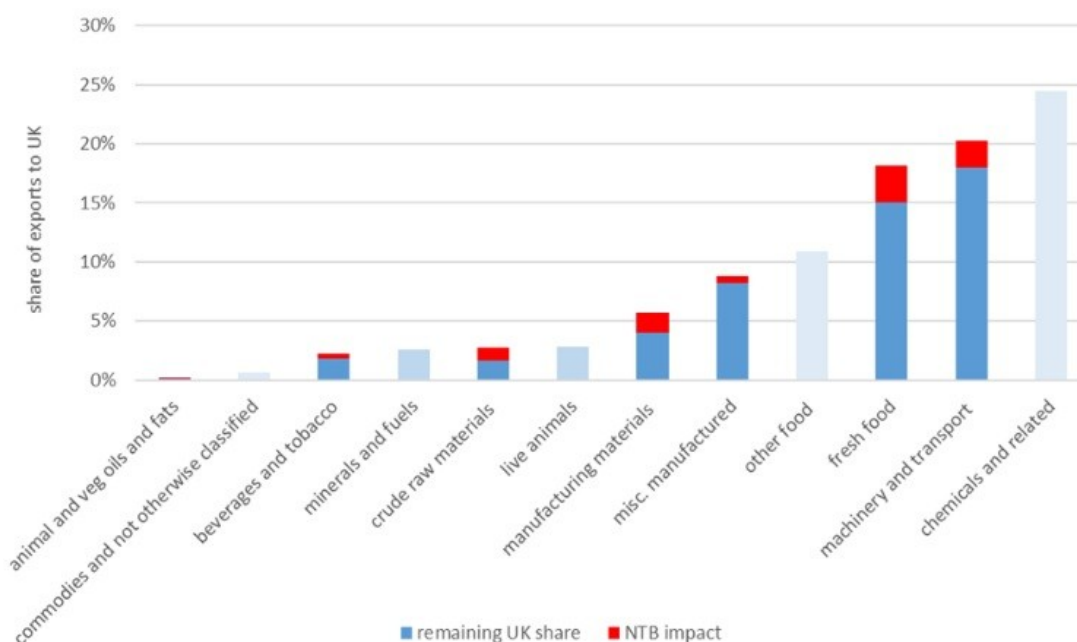
Une étude de la Banque centrale d'Irlande, publiée en mai dernier, estime l'impact d'une hausse potentielle des barrières non-tarifaires au commerce (BNT), consécutive au Brexit, sur les échanges entre l'Irlande et le Royaume-Uni (RU). Les données utilisées sont tirées des enquêtes

annuelles *Doing business* 2013 à 2015 de la Banque mondiale pour les BNT et de la base *Comtrade* des Nations unies pour les flux commerciaux. Si l'effet du Brexit sur le commerce international a fait l'objet d'une attention particulière, peu de travaux ont jusqu'à présent traité la question des BNT, ce qui confère un intérêt particulier à cette étude.

Les auteurs procèdent en trois étapes. À partir d'un modèle gravitaire, ils estiment d'abord les effets de l'accroissement des BNT (approché par le délai d'inspection aux douanes et le temps nécessaire pour remplir les documents de conformité), sur les échanges entre le RU et l'Irlande. Ensuite, ils mesurent l'impact d'une sortie de l'Union européenne sur l'accroissement de ces mêmes BNT. Les produits échangés au sein de l'UE ne font pas l'objet de contrôles additionnels aux frontières, du fait d'accords relatifs aux normes de qualité et aux règles d'origine. Ce ne sera plus le cas pour les produits en provenance et à destination du RU. Enfin, les auteurs combinent ces deux résultats pour mesurer la réduction attendue des échanges entre le RU et l'Irlande causée par l'accroissement des BNT (se reporter à [cet article](#) pour les impacts sur tous les pays de l'UE).

L'effet du Brexit sur les barrières non-tarifaires et les échanges, ainsi estimé, révèle un impact asymétrique entre les deux partenaires ainsi qu'une forte hétérogénéité selon les produits considérés. Globalement, l'étude conclut que l'accroissement des BNT causé par le Brexit diminuerait de 9,6 % les échanges entre le Royaume-Uni et l'Irlande. Plus précisément, il aurait pour effet de réduire de 3,1 % les importations irlandaises en provenance du RU et de 1,4 % les exportations irlandaises vers le RU. Les produits particulièrement sensibles aux délais de livraison seraient les premiers impactés par l'augmentation des BNT (voir figure). Il s'agit des produits agricoles périssables (produits frais, huiles végétales et animales), les boissons et tabacs, les produits utilisés comme intrants dans les chaînes de production (métaux et autres produits primaires) et les produits volumineux (machines, transports, etc.).

Impacts des BNT sur les exportations irlandaises vers le Royaume-Uni, par produit
(en rouge, part des exportations disparaissant ; en bleu, part des exportations maintenues ; en grisé, pas d'impact significatif)



Source : Central Bank of Ireland

Raphaël Beaujeu, Centre d'études et de prospective

Source : Central Bank of Ireland

<https://www.centralbank.ie/docs/default-source/publications/research-technical-papers/06rt18-non-tariff-barriers-and-goods-trade-a-brex-it-impact-analysis-%28byrne-and-rice%29.pdf?sfvrsn=4>

Production et circulation des savoirs de l'agro-écologie

La *Revue d'anthropologie des connaissances* propose un numéro sur la mise au point et la circulation de savoirs utiles aux agriculteurs engagés dans des démarches agro-écologiques. De ce riche dossier, retenons ici, en premier lieu, la grille de lecture proposée par C. Compagnone, C. Lamine et L. Dupré, dans le texte d'introduction. La « diversité des formes de distribution de la connaissance » en agriculture peut être ordonnée suivant deux axes :

- le niveau de mise en forme des savoirs (du plus personnel et incorporé au plus général et détaché de la situation locale, ie les connaissances scientifiques) ;
- le degré de mise en commun de ces savoirs (avec d'un côté la connaissance comme bien commun et de l'autre des savoirs « encapsulés » dans des objets brevetés).

Cette grille de lecture croise des oppositions classiques : celle entre « savoirs situés » et « savoirs génériques », et celle entre « savoirs paysans » et « savoirs d'experts ».

L'échange de savoirs entre pairs, sur un mode participatif, est illustré par plusieurs articles : F. Derbez sur les variétés paysannes de maïs ; J. Thomas sur un collectif d'agriculteurs en techniques culturales simplifiées ; N. Girard et D. Magda sur l'animation d'un réseau d'éleveurs. Un article d'A. Cardona, A. Lefèvre et S. Simon s'intéresse à des activités tournées vers la production de connaissances scientifiques, au sein de deux stations expérimentales de l'Inra. De son côté, S. Di Bianco rend compte d'une enquête sur le « recadrage » du travail des technico-commerciaux dans une coopérative agricole au moment où celle-ci s'engage dans l'Agriculture écologiquement intensive (AEI). L'auteure montre comment « l'encapsulation des savoirs (...) dans des instruments » et des équipements « permet leur déploiement rapide », sur un mode diffusionniste, « sans remettre en cause les rapports sociaux conseillers-agriculteurs ».

Enfin, contrastant avec les autres articles du numéro, qui documentent la production de connaissances formulées dans l'orbite d'une « science normale », J. Foyer consacre un article au syncrétisme des croyances et des savoirs dans la viticulture biodynamique.

Florent Bidaud, Centre d'études et de prospective

Source : *Revue d'anthropologie des connaissances*

<https://www.cairn.info/revue-anthropologie-des-connaissances-2018-2.htm>

Environnement et rentabilité dans une région du nord-ouest de l'Argentine

Un article de la revue *Población & Sociedad* de juin 2018 analyse, dans un contexte de déforestation, l'évolution d'un modèle de production de commodités agricoles dans les provinces argentines de *Tucumán* et *Santiago del Estero*. L'étude s'appuie sur des sources variées : documents sur l'histoire de l'occupation des terres, recensements agricoles pour l'évolution de la structure agraire, images satellitaires pour les changements d'affectation des sols, et entretiens sur le terrain avec chercheurs, techniciens agricoles, membres de la coopérative *Unión y Progreso*, producteurs agricoles et consultants.

Alors que la canne à sucre était une quasi monoculture à *Tucumán*, une crise de surproduction en 1965 a conduit à une politique de reconversion productive, favorisant la culture du soja. Une dizaine d'années plus tard a débuté une nouvelle étape d'expansion, par déforestation, de la frontière agricole vers l'Est (Nord-Ouest de *Santiago del Estero*). Mais la dégradation des sols par la culture du soja a progressivement poussé les rendements à la baisse, conduisant les techniciens agricoles à recommander la rotation soja-maïs. Depuis les années 1990, suite à la commercialisation du soja OGM résistant au glyphosate et dans un contexte de prix internationaux favorables, le « paquet technologique » semis direct-OGM-glyphosate a été largement adopté, alors vu comme une solution au problème de rentabilités et de rendements

décroissants. Selon les auteurs, les limites environnementales du modèle ont été atteintes dès le milieu des années 2000, avec l'apparition d'insectes et mauvaises herbes résistants à l'herbicide.

Ce état de faits a conduit les producteurs agricoles, ces dernières années, à considérer la dimension agro-environnementale comme une partie intégrante de leurs stratégies de diversification et d'amélioration de la productivité : reprise de la rotation soja-maïs, augmentation de la surface en canne à sucre, incorporation de valeur ajoutée sur place *via* la production porcine, organisation politique des agriculteurs en tant qu'interlocuteurs de l'État, et revendiquant des politiques différentielles qui tiennent compte de leur moindre compétitivité par rapport à d'autres régions du pays.

Hugo Berman, Centre d'études et de prospective

Source : *Población & Sociedad*

<http://www.poblacionsociedad.org.ar/archivos/25/P&S-V25-N1-Zorzoli.pdf>

ALIMENTATION

Analyse des consommations alimentaires des *Millennials* américains

La revue *Applied Economic Perspectives and Policy* a publié, en mai 2018, un article sur les consommations alimentaires des *Millennials* américains, expression fréquemment utilisée pour désigner les personnes âgées de 18 à 35 ans. Ce groupe est devenu, selon le [Bureau de recensement](#) des États-Unis, le plus nombreux au plan démographique et, pour les industries alimentaires, une cible déterminante. De nombreuses publications lui sont consacrées, comme par exemple sur les goûts alimentaires (exemples d'un [ouvrage](#) et d'un [article](#) scientifique).

Les auteurs estiment l'effet propre *Millennial* sur la part des revenus dépensée pour 17 catégories de produits alimentaires, en utilisant la méthode statistique [des doubles différences](#) et les données d'achat collectées par les [enquêtes sur les dépenses de consommation](#) ([Bureau des statistiques du travail](#)). Afin de ne pas confondre les effets « âge » et « époque », ils comparent, pour deux années (1980 et 2015), deux groupes d'âge : les 18-35 ans et les plus de 36 ans.

L'étude met en évidence des dépenses plus élevées des *Millennials* pour certains aliments : viande (bœuf, porc et volaille), œufs, céréales et fruits frais. Les jeunes de 2015 achètent plus de produits de ces catégories que ceux de 1980, ou que les plus de 36 ans de 2015. Selon les auteurs, ce tropisme pour la viande peut surprendre, vu la hausse du nombre de végétariens chez les jeunes. De plus, entre les deux années, on constate, pour les deux catégories, une augmentation du budget de l'alimentation hors domicile. Plus généralement, par rapport aux jeunes de 1980, ceux de 2015 consomment plus de protéines et de fruits frais, et moins de préparations industrielles et surgelées et de matières grasses, se rapprochant ainsi des recommandations nutritionnelles. Cet « [effet Millennials](#) » pourrait avoir des implications pour l'action publique à plus long terme, en particulier en matière de santé : les auteurs rappellent ici les résultats d'une autre [étude](#), montrant que les maladies nutritionnelles chroniques affectent 50 % des Américains, avec un coût de l'[obésité](#) estimé à 150 milliards de dollars.

Enfin, parmi les limites de leur travail, les auteurs précisent que l'échantillon n'est pas parfaitement représentatif de la population des 18-35 ans, ce qui invite à d'autres recherches notamment sur les individus à faible revenu, en écho à un récent [article](#) sur l'insécurité alimentaire aux États-Unis.

Madeleine Lesage, Centre d'études et de prospective

Source : *Applied Economic Perspectives and Policy* <https://doi.org/10.1093/aep/ppy008>

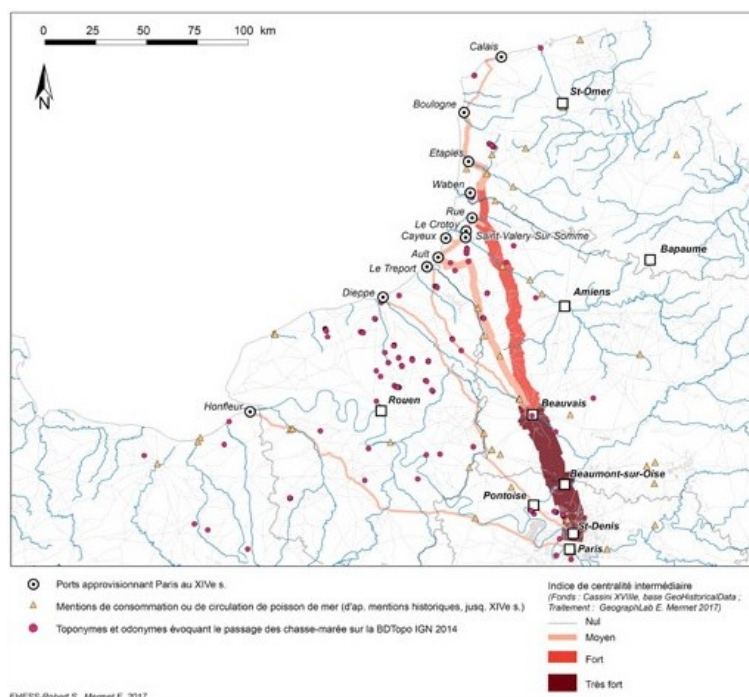
La conservation des aliments, révélatrice de nos choix de société et de nos systèmes de valeurs

Le n°69 de *Techniques & Culture*, revue semestrielle d'anthropologie des techniques, est consacré au thème du « temps des aliments ». Cette publication avait précédemment exploré le champ de l'alimentation en 1999, dans un [double numéro \(31-32\)](#) consacré à la dynamique des pratiques alimentaires. Ce numéro de 2018 réunit une vingtaine de contributions, dans une perspective interdisciplinaire : ethnologie, anthropologie, histoire et archéologie principalement. Si trois grands temps de l'aliment sont identifiés (production, conservation et consommation), les auteurs explorent surtout la conservation, de loin la moins connue. Moyen de préserver durablement la denrée alimentaire et ses propriétés (sanitaires, nutritionnelles, organoleptiques) en se jouant, dans une certaine mesure, des effets du temps et de l'espace, elle témoigne de la manière dont les rapports sociaux s'organisent, soumis à diverses contraintes et jeux de pouvoir.

Dans une première partie (« Bonifier. Capitaliser »), des articles s'intéressent aux logiques de capitalisation, d'accumulation et de bonification qui, par la conservation, permettent la valorisation des produits. Par exemple, dans une approche anthropologique, [I. Bianquis et I. Borissova](#) montrent, à travers l'étude de la consommation de produits laitiers, de viandes et de poissons crus congelés en Yakoutie (Nord-Est de la Sibérie), que ce mode de conservation spécifique confère une plus-value à la fois économique et sociale, en transformant le goût et donc la valeur de l'aliment.

Dans la seconde partie (« Faire circuler. Partager »), les articles sont consacrés aux logiques de circulation, de partage et d'échange. Ainsi, par une étude historique allant du XIII^e au XVIII^e siècle, [S. Robert](#) montre comment, à partir de soubassements politiques et religieux, la valorisation de la consommation de poisson frais a conduit à l'établissement d'un réseau commercial de chasse-marée (transporteurs spécialisés dans l'acheminement de poissons), depuis des ports de pêche du nord de la France vers Paris. La conservation se retrouve cependant contrôlée, normée et encadrée par la ville de Paris, qui établit des dates limites de vente, pour garantir la sécurité sanitaire de ce produit périssable.

Carte des routes les plus probablement utilisées par les chasse-marée



Source : *Techniques & Culture*

D'hier à aujourd'hui, il apparaît donc que la conservation des aliments structure à la fois les espaces et les temporalités alimentaires, et est au cœur d'enjeux économiques, politiques ou symboliques.

Arnaud Lamy, Centre d'études et de prospective

Source : *Techniques & Culture*
<https://journals.openedition.org/tc/>

COLLOQUE

Les « politiques agricoles et alimentaires », sujet du colloque annuel de la Société française d'économie rurale

Introduit par D. Ciolos, ancien Commissaire européen à l'agriculture et au développement rural, le colloque annuel de la [Société française d'économie rurale](#) a exploré, les 21 et 22 juin, à Montpellier, les « trajectoires et réformes » à l'œuvre dans les politiques agricoles et alimentaires. Cet événement académique a permis à plus de 70 chercheurs de présenter les travaux récents ou en cours sur ce sujet. Les résumés des présentations sont [disponibles en ligne](#).



Les sessions ont porté sur les politiques de l'Union européenne mais aussi de l'Afrique, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie. Les questions d'innovation, de normes, d'instruments pour des systèmes alimentaires durables et/ou locaux, de sécurité alimentaire, de changement climatique, d'agriculture biologique étaient notamment couvertes. Deux plénières ont également marqué le colloque : dans la première, C. Araujo-Bonjean (CNRS / université Clermont Auvergne) [a retracé](#) 30 ans de réformes des politiques agricoles en Afrique, tandis que, dans la seconde, E. Fouilleux (CNRS / Cirad) et S. Treyer (Iddri) [ont exploré](#) les mécanismes politiques à l'œuvre dans les négociations internationales agricoles et agroalimentaires (ex. GIEC, OCDE, etc.). Les travaux de [P. Lacombe](#) ont également été mis à l'honneur lors d'un hommage posthume.

Plusieurs sessions ont traité de l'évaluation de la PAC, dans la perspective de l'après 2020. Parmi les nombreuses présentations, H. Guyomard (Inra) et ses co-auteurs ont formulé des [recommandations](#) synthétisant les enseignements de la littérature afin d'améliorer la performance environnementale, la gestion des risques et le rôle alimentaire de cette politique. F. Santini (Commission européenne) a mis en exergue les [difficultés croissantes d'analyse liées à la restriction continue des statistiques agricoles](#) disponibles au niveau communautaire et à l'augmentation de la subsidiarité. K. Louhichi (Joint Research Center) a quant à lui présenté un [nouveau modèle \(IFM-CAP\)](#), dès à présent mobilisé pour apprécier les effets tant *ex ante* (scénarios post-2020) que *ex post* (verdissement) de la PAC : il permet de saisir l'hétérogénéité

des exploitations agricoles européennes et donc de voir les effets des politiques à un niveau très détaillé. Enfin, J. Subervie (Inra) a défendu l'intérêt de mobiliser des « [essais contrôlés randomisés](#) », afin d'expérimenter grandeur nature les mesures de la politique pour comprendre leurs impacts avant de les déployer à plus grande échelle.

Vanina Forget, Centre d'études et de prospective

Source : Société française d'économie rurale

<https://www.sfer.asso.fr/event/view/29>

BRÈVES

Un rapport de la FAO sur la pollution de l'eau par l'agriculture au niveau mondial

Un rapport de la FAO, paru en mai 2018, propose une revue des problèmes de qualité de l'eau liés à l'agriculture au niveau mondial. Selon ses auteurs, le rôle joué par le secteur agricole dans la pollution aquatique est prédominant, dans de nombreux pays, mais reste insuffisamment pris en compte par les décideurs publics. L'analyse de la FAO est structurée selon le modèle « Pression - État - Réponse », et couvre les principaux polluants d'origine agricole : éléments fertilisants (azote et phosphore), pesticides, sels, matières organiques, pathogènes et polluants émergents. Le rapport propose également une réflexion sur le rôle des modèles dans la compréhension et la gestion de la pollution de l'eau d'origine agricole, et dresse un panorama des politiques publiques appliquées ou potentiellement mobilisables dans ce domaine.

Source : FAO

<http://www.fao.org/documents/card/en/c/CA0146EN>

« Avoir le cerveau plus gros que le ventre ? »

En partenariat avec [La tête dans le cerveau](#), *The Conversation* a diffusé début juillet, en *podcast*, une chronique de C. Rodo (chercheur en neurosciences, université d'Aix-Marseille), consacrée aux résultats d'une [récente étude](#) s'intéressant aux liens entre choix alimentaires et anatomie du cerveau. Intitulée « Avoir le cerveau plus gros que le ventre », cette chronique permet, en un temps court, de présenter les principaux éléments sur la méthode utilisée, les mécanismes physiologiques en jeu, les résultats et les précautions à avoir pour les interpréter.

Après une privation de nourriture pendant 4 heures, les individus observés devaient noter leur appréciation d'une série de produits, en respectant, dans chaque cas, une consigne précise (préférence naturelle, bénéfique pour la santé, etc.). Les clichés IRM des participants montrent une corrélation entre choix alimentaire et quantité de neurones dans deux régions cérébrales impliquées : plus la quantité de matière grise est importante et plus il sera facile de faire un choix sain. C. Rodo souligne toutefois des précautions à prendre dans l'interprétation de ces résultats : nécessité de répliquer l'étude, pas de démonstration d'un lien de causalité ni d'un éventuel facteur génétique.

Source : *The Conversation*

<https://theconversation.com/podcast-avoir-le-cerveau-plus-gros-que-le-ventre-99230>

Un rapport de l'UICN sur huile de palme et biodiversité

Un groupe de travail de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), réunissant des experts internationaux, a publié le 26 juin un rapport intitulé [Oil palm and biodiversity](#). S'appuyant sur la littérature disponible, ce rapport analyse la cartographie mondiale de la culture du palmier à huile, les zones de déforestations imputables à cette culture et les impacts potentiels sur la biodiversité, avant d'aborder la gouvernance environnementale et le futur de cette production. Présent dans 43 pays – principalement en Indonésie et Malaisie –, le palmier à huile est la plante la plus cultivée au monde, répondant à une demande croissante en huile végétale. Mais cette culture, très controversée, est souvent présentée comme une menace pour la forêt et la biodiversité tropicale, compromettant notamment la survie d'espèces animales emblématiques comme les [orangs-outans](#). Selon les auteurs du rapport, l'arrêt de la culture des palmiers à huile ne résoudrait pas, à lui seul, le problème de l'appauvrissement de la biodiversité : en effet, ils seraient alors remplacés par d'autres cultures oléagineuses, qui pourraient nécessiter encore plus de terres. Le rapport conclut avec une série de recommandations visant à combler les déficits de connaissance et à améliorer la gouvernance et les politiques relatives à l'huile de palme, afin de la rendre la plus durable possible.

Infographie présentant les utilisations dans des produits du quotidien de l'huile de palme



Source : UICN

Source : UICN

<https://portals.iucn.org/library/node/47753>

Les agents des services vétérinaires en abattoir et la mort des animaux

A. Gautier (Sciences Po Lyon) a consacré sa thèse aux agents de l'État chargés de l'inspection des viandes dans les abattoirs, en privilégiant l'analyse de leurs conditions de travail et la redéfinition de leurs missions. Dans deux billets du [blog Transhumances](#) publiés récemment, elle revisite ses carnets de terrain au regard de la question de la mise à mort des animaux. Si certains contrôleurs sont plus préparés que d'autres, « la mort des bêtes constitue toujours un tabou avec lequel les agents doivent s'arranger ». La prise de poste en abattoir est vécue comme une « mise à l'épreuve » et le spectacle de la mise à mort comme « un choc intime », dont rêves et cauchemars gardent la trace. Au niveau collectif, la protection animale et la « bienveillance », enjeux de plus en plus médiatisés, donnent aujourd'hui un nouveau sens au travail, « les inspecteurs revendiquant une fonction de garde-fous dans l'abattoir ».

Ce blog *Transhumances* a été créé par des chercheurs en sciences sociales de l'Inra, pour partager leurs résultats à un rythme plus adapté que celui des publications par les revues scientifiques. Parmi les autres sujets abordés récemment, figurent l'élevage porcin aux États-Unis, l'association L214, les vétérinaires homéopathes, ou encore la peur des insectes.

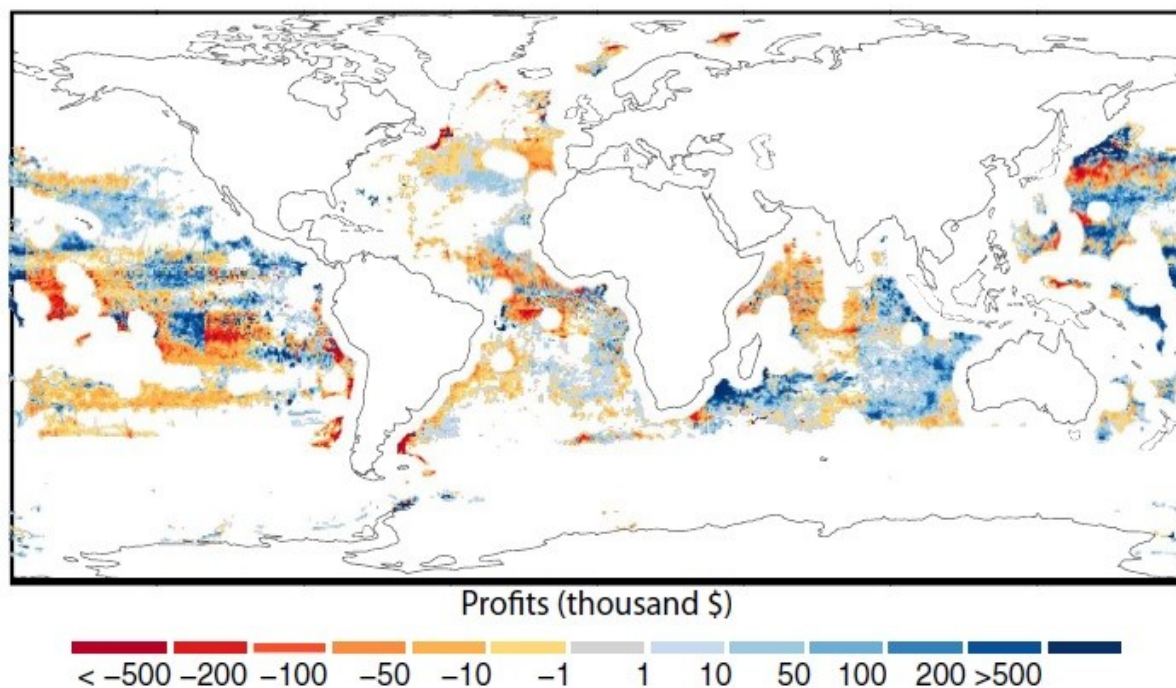
Source : *Transhumances*
<https://ritme.hypotheses.org/1611>

Subventions et travail forcé à la rescousse de la rentabilité de la pêche en haute mer

Poursuivant le travail engagé sur la base de la géolocalisation des flottes de pêche en haute mer (voir à ce sujet un [précédent billet](#) sur ce blog), des chercheurs ont évalué la rentabilité de cette activité au regard des captures réalisées (article publié en juin dans *Science Advances*).

Grâce au repérage des bateaux et au suivi de leur activité au cours d'une année (2016), ils ont reconstitué les coûts de fonctionnement (essentiellement carburant et personnel) de la flotte. Même avec des salaires minorés, afin d'intégrer l'importance du travail forcé sur certains navires navigant en eaux internationales, le produit de la pêche est, dans 19 % des cas, insuffisant pour couvrir les coûts de production. En Chine, à Taïwan et en Russie, soit plus de la moitié de cette flotte, les subventions, pratique courante dans ce secteur, sont indispensables pour équilibrer l'activité.

Revenus de la pêche en haute mer, avant subvention, selon les zones de pêche



Source : *Science Advances*

Les auteurs nuancent leurs résultats en fonction des zones de pêche, l'éloignement par rapport aux zones économiques exclusives aggravant le déficit de l'activité. Les types de bateau et de pêche sont aussi des facteurs de variation : par exemple, le chalutage de fond est, dans les deux tiers des cas, non profitable, tout en étant à l'origine d'importantes dégradations des fonds marins.

Source : *Science Advances*
<http://advances.sciencemag.org/content/advances/4/6/eaat2504.full.pdf>

Mieux comprendre les déserts alimentaires pour mieux les combattre : une approche par la géo-ethnographie

La notion de « désert alimentaire » désigne des zones dans lesquelles l'accès à une nourriture saine et équilibrée n'est pas assuré pour la majorité de la population (voir à ce sujet un [précédent billet](#) sur ce blog). Alors que ces espaces sont souvent identifiés sur la base de critères exogènes (niveau de revenu, distance au supermarché, accessibilité), une récente étude américaine financée par l'USDA utilise les outils de la géo-ethnographie pour en livrer une compréhension plus fine. Elle étudie les achats d'une cohorte de 100 mères de jeunes enfants, à faibles revenus, en milieux urbain et rural. L'approche spatiale (traitement statistique d'informations géographiques) révèle que les participantes vont rarement au supermarché le plus proche (moins de 10%), mais fréquentent leur « supermarché préféré », faisant parfois jusqu'à 6 km de plus. L'étude qualitative (entretiens) met au jour différents facteurs de choix : le prix de l'alimentation, la qualité et la diversité de l'offre, le coût du transport, ou l'expérience d'achat elle-même (accueil du client, propreté du magasin). Les conclusions appellent à prendre en compte, au-delà du critère de proximité, les dimensions de pouvoir d'achat et de préférences individuelles, en agissant ainsi sur l'expérience vécue par les habitants des déserts alimentaires.

Source : *Appetite*

<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0195666318300400>

Préférences des Danois pour les aliments issus de l'agriculture biologique : diverses orientations portées par la santé

Dans un article publié récemment dans la revue *Food Quality and Preference*, des chercheurs du département Économie de l'alimentation et des ressources, de l'[université de Copenhague](#), présentent une étude mettant en évidence la pluridimensionnalité des motivations dites de « santé » quant à la préférence des consommateurs danois pour les produits biologiques. La méthode qualitative des *focus groups* a été utilisée (39 adultes répartis dans 6 groupes) et les données ont été analysées en mobilisant la « théorie des conventions » de Boltanski et Thévenot. Quatre types de perspectives de santé (valeur nutritionnelle, pureté, plaisir, santé holistique) sont identifiés, mobilisés différemment dans les débats et les justifications des participants (tableau ci-dessous).

Perspectives sur la santé mobilisées par les participants lors des discussions sur les aliments biologiques et la santé

Perspectives of health in negotiations on organic food and health.		
Perspective	Occurs most often in situations of	Used to justify
Health as nutritional value	Debates on healthy foods in general	Objective assessments of food quality
Health as purity	Debates on preferences for organic foods	Individual actions; Qualities of organic food
Health as pleasure	Debate on food preferences	Individual action
Holistic health	Debates on relations between health and environment	Qualities of organic food

Source : *Food Quality and Preference*

La santé associée à la pureté (absence d'additifs, etc.) apparaît comme la conception la plus courante, en relation avec les produits biologiques chez les participants. Cependant, en

déplaçant la discussion sur l'alimentation saine, cette perspective perd de sa légitimité au profit de la vision nutritionnelle. Celle-ci domine dans l'évaluation du caractère sain de l'aliment, objectivée par le recours à des preuves scientifiques et médicales.

Source : *Food Quality and Preference*

<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0950329318304373>

Angleterre : la délégation pour éviter les pénuries de main-d'œuvre qualifiée en agriculture

Alors que les difficultés de recrutement de saisonniers font régulièrement l'objet de publications, le recours croissant à la sous-traitance dans les exploitations britanniques reste peu documenté. Publiée dans les *Cahiers Agricultures*, une étude récente sur le sud-ouest de l'Angleterre permet de mesurer l'évolution de ces pratiques et d'identifier de nouveaux enjeux en matière de compétences.

À partir d'une large enquête postale auprès d'agriculteurs (1 251 réponses) et d'entretiens approfondis avec 45 acteurs du secteur (agriculteurs, prestataires, salariés), les auteurs mesurent la place prise par l'externalisation dans la main-d'œuvre des exploitations, et montrent que 87 % d'entre elles y recourent régulièrement. L'externalisation est vue comme un moyen de pallier les difficultés de recrutement de salariés qualifiés, en transférant la responsabilité aux entreprises de travaux agricoles. Or, ces dernières soulignent avoir de plus en plus de mal à trouver ce type de salariés, en raison du manque d'attractivité de l'agriculture, particulièrement dans le système éducatif anglais.

Source : *Cahiers Agricultures*

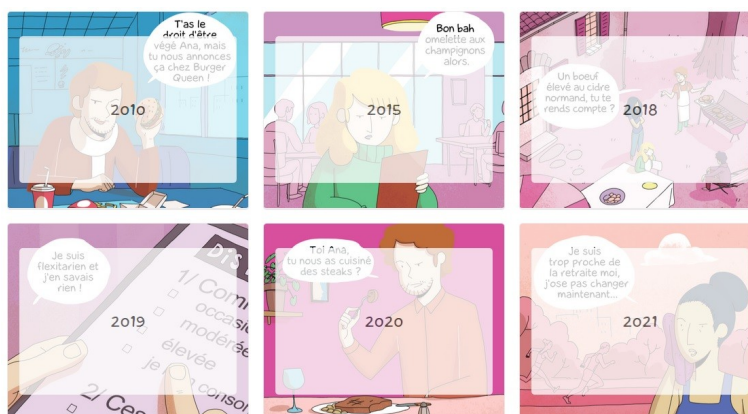
<https://www.cahiersagricultures.fr/articles/cagri/pdf/2018/03/cagri170128.pdf>

La Chaire ANCA présente une prospective de l'alimentation sous le format d'une bande dessinée

La [Chaire ANCA](#), portée par la [Fondation AgroParisTech](#), propose, dans le cadre de ses actions de sensibilisation à l'alimentation saine et durable, un exercice de prospective sur les comportements alimentaires, nommé « Manger vers le futur ». Le format choisi est celui de la BD numérique, répartie en 30 épisodes qui permettent au récit de progresser dans le temps, de nos jours à 2050. La diffusion de la BD se fait sur le réseau [Instagram](#), à raison d'un épisode par jour depuis le 1^{er} juin.

Le point de vue de quatre personnages distincts permet le traitement de plusieurs thématiques, comme la consommation de protéines animales, celle de leurs alternatives, ou encore la question de la durabilité des conduites alimentaires. Chaque épisode est également accompagné de ressources complémentaires (témoignages, bibliographie, etc.). L'[épisode de 2037](#) est l'occasion de présenter un exercice mené avec [Ferrandi Paris](#), sur ce à quoi pourrait ressembler le restaurant de 2050. Plusieurs scénarios de restaurants sont ainsi déclinés sous le format d'un [guide gastronomique](#).

Capture d'écran de la BD *Manger vers le futur*



Source : Chaire ANCA

Source : Chaire ANCA

<https://mangerverslefutur.org/>

https://www.instagram.com/mangerverslefutur/?utm_source=ig_embed

Arte signe une websérie documentaire mettant en lumière la tendance *fast-food*

Arte propose, dans sa collection de programmes contemporains *Arte Creative*, une série documentaire dénommée « *Fast and Good, la révolution street-food* », disponible librement au [visionnage en ligne](#). Issue d'une collaboration entre le réalisateur N. Fernandez Brédillard et le guide gastronomique *Fulgurances*, ces 7 épisodes de 5 minutes explorent l'univers de la cuisine *fast-food*, en France et à l'étranger, sous le regard croisé de différents chefs et experts (*Bon Appétit*, *Le Fooding*).

Capture d'écran de l'une des vidéos de la websérie *Fast and Good*



Source : Arte

La cuisine de rue de demain est ainsi repensée, avec pour défi l'équilibre fragile entre la qualité gustative et nutritionnelle des produits (*Fast-Good*), la praticité de l'offre, la forte demande, et l'attente d'un prix bon marché. La série pointe également le défi que constitue la proposition d'une *street-food* à la française, l'offre actuelle reposant principalement sur des influences américaines et asiatiques.

Source : Arte

<https://www.arte.tv/fr/videos/RC-014299/fast-and-good/>

Un drone pollinisateur pour aider les abeilles ?

D'après un article publié dans *Futurism*, un test en conditions réelles a été mené dans un verger de pommiers de l'État de New York, afin d'étudier les performances de ce matériel dans le contexte de baisse drastique des populations de pollinisateurs. Le drone pulvérise du pollen au-dessus des rangées de pommiers, dont la production sera ensuite comparée aux rangées non traitées (résultats à venir). Si ce type de test a déjà été mené sur d'autres espèces (cerisiers, amandiers), c'est la première fois que les pommiers sont ciblés. Ajoutons que la *start-up* portant ce projet, Drobot, a été lauréate du concours organisé par l'[accélérateur GENIUS NY](#).

Source : *Futurism*

<https://futurism.com/drone-bees-pollinate-new-york-apple-orchard/>

ÉVÉNEMENTS À VENIR

- 10-12 juillet 2018, Bergerac

24^e Controverses européennes organisées sur le thème « Agriculture et alimentation : mais que fabriquent les prospectives ? », Mission Agrobiosciences-Inra

<http://controverses-europeennes.eu/>

- 16-20 juillet 2018, Montpellier

1^{er} Congrès International de Protection des plantes dans les agroécosystèmes méditerranéens

<http://icppma.com/?lang=fr>

- 25-29 août 2018, Montpellier

AQUA 2018, Congrès mondial d'aquaculture, organisé par la World Aquaculture Society

<https://www.was.org/meetings/Default.aspx?code=Aqua18>

- 10-13 septembre 2018, Berlin

International Conference on Agricultural GHG Emissions and Food Security - Connecting research to policy and practice

<https://www.agrighg-2018.org/>

- 11-14 septembre 2018, Rennes

SPACE 2018 - Salon international des productions animales

<http://www.space.fr/>

- 20-21 septembre 2018, Dijon

Colloque « Bien et bon à manger »

<http://www.u-bourgogne.fr/agenda/icalrepeat.detail/2018/09/20/2673/273/colloque-bien-et-bon-a-manger.html>

- 24-27 septembre 2018, Paris

21^e conférence organisée par l'International Soil Tillage Research Organization

<http://istro2018.webistem.com/>

- 25 septembre 2018, Caen

Journée sur les risques en agriculture, organisée par les Chambres d'agriculture de Normandie
<https://normandie.chambres-agriculture.fr/pep-risques/>

- 27-28 septembre 2018, Gijón

III^e Congrès espagnol de sociologie de l'alimentation sur la thématique « retos científicos en los estudios sociales de la alimentación: conflictos en torno a la dieta saludable »

<http://www.congreso-fes-socialimen-2018.com/es/index.php>